PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 110 *MARS 2022*

MAS #RESPÈ

JOUNEN ENTÈNASIONAL LIT POU DWA FANM

PA VOTÉ

PRAN LAREL RÉZISTANS POU LIBÈTÉ PEP NOU !

FACE AUX LOGIQUES GUERRIÈRES NOTRE INDÉPENDANCE EST UNE NÉCESSITÉ

BAKWA OUBEN CHAPO BAKWA?

bayalé

FACE AUX LOGIQUES GUERRIÈRES DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE

LA CONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE EST D'UNE URGENTE NÉCESSITÉ

Au moment même où la France et ses comparses de l'OTAN se trouvent impliqués dans le drame Ukrainien, fleurissent sur les murs de nos villes affiches de l'armée française incitant nos jeunes à rejoindre « la marine nationale » pour vivre des aventures époustouflantes. C'est dire que les velléités guerrières de la France ont des répercussions sur notre pays.

Ces campagnes de recrutement de l'armée aboutissent à jeter sur les base militaires françaises, d'Afrique er d'ailleurs ou sur des « théâtres d'opération » ceux qui auront répondu à l'appel des sirènes.

Soyons clairs. Les opérations militaires de la France et de l'OTAN en Europe, au Moyen- Orient, en Afrique ne sont pas au service de la paix mais de la guerre. L'avenir de nos jeunes n'est pas de larguer des bombes sur des gens qu'ils ne connaissent même pas ou de recevoir des médailles à titre posthume mais de construire leur pays qui se meurt.

Qu'il soit bien clair que le temps des « tirailleurs sénégalais » (et « antillais ») servant de chair à canon dans des conflits qui leur sont étrangers est fini.

Nous n'avons rien à faire avec cette France qu'on nous présente comme grande et généreuse qui intervient partout pour « sauver la paix » et éradiquer la « menace terroriste ». Partout où elle intervient c'est au contraire pour sauvegarder ses intérêts économiques et stratégiques.

ENSEMBLE POUR LA PAIX

Elle qui n'a pratiquement rien dans son sol alors que l'Afrique regorge de richesses.

Elle qui ne serait qu'un état décadent sans le pillage de l'Afrique.

Voler au secours de ces marionnettes au pouvoir pour encore assassiner (comme en Libye) des chefs d'états récalcitrants à sa domination.

De DJIBOUTI au Sénégal en passant par le TCHAD, le MALI, le GABON, la France quadrille le continent Africain.

Son armée est partout :

À Djibouti avec une énorme base militaire occupée par 1450 soldats .

En côte d'Ivoire avec 900 soldats.

Au Sénégal avec 300

Au Gabon 350

En République Démocratique du Congo (RDC) avec son comité de pilotage (COPIL) de la marine nationale Congolaise.

De la CÔTE d'IVOIRE où se trouve sa

FACE AUX LOGIQUES GUERRIÈRES
DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE
LA CONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE
EST D'UNE URGENTE NÉCESSITÉ

2éme base militaire la plus importante elle se vante de pouvoir intervenir sur toute l'Afrique de l'Ouest.

Au MALI pour avoir l'œil sur l'industrie aurifère mais aussi sur les gisements encore inexploités de Fer, de Bauxite, de Pétrole.

On comprend pourquoi elle a infiltré dans les troupes de l'opération BARKAM une petite armée de géologues prospectant « en douce » le sol Malien.

Du MALI, elle entend aussi protéger les gisements d'URANIUM du NIGER voisin, qui constitue sa principale source d'approvisionnement. Uranium vital pour son énergie nucléaire.

Au CAMEROUN pour ses gisements d'Uranium, d'Or, de Diamant et de Pétrole.

En République Centre Africaine où des militaires du corps de la légion étrangère de l'armée française viennent d'être arrêtés après leur tentative d'assassiner le président TOUADERA.

La France devenu pays belligérant dans la guerre d'UKRAINE, elle qui prend des sanctions qui auront des répercussions sur notre pays. Cette situation de guerre en Europe qui devient pour un temps indéterminé une zone de tension rend encore plus précaire notre dépendance et en particulier notre dépendance alimentaire.

Rester arrimer comme nous le sommes à une Europe dominée par le grand capital, à une Europe belliciste, et à une France impérialiste aux pratiques criminelles ne peut qu'alerter notre humanité.

Nous n'avons rien à faire ni dans cette Europe ni dans cette France. Cette Europe que F. FANON nous invite à quitter.

Sortir de cette France, mettre fin à sa domination sur notre pays est plus que jamais une EXIGENCE, un espoir pour les générations montantes. Une nécessité pour notre développement. Un moyen aussi de participer au concert des nations et de faire entendre notre voix en faveur de la paix mondiale et pour de vraies mobilisations internationales contre les dangers planétaires pressants.

8 MAS: JOUNEN ENTENASYONAL KONBA POU DWA FANM !

Chak lanné yo ka sélébré 8 mas ki sé jounen entènasyonal lit pou dwa fanm.

Poutji jou tala, ola sa sòti ?

Sa ki mennen sa, sé pas fanm ka goumen dépi lontan, kont mépri yo ka sibi adan sosiété-a, pou yo ni menm dwa épi nonm.

Yo chwézi dat tala padavwa an koumansman 20èm sièk-la, fanm doubout djok ka réklamé pou té trapé plis dwa, ka fè manifestasion, ni dé gwo voukoum ki fet pou sa.

Lanné1910 adan dézièm konférans entènasional fanm sosialis, an fanm yo rélé Clara ZETKIN pwopozé ni an jounen entènasional pou dwa fanm, pou tout fanm oliwon latè pé trapé tout respé yo andwa, pou yo ni dwa travay an pli bon kondision kantékant épi nonm, pou yo touché menm lajan, pou yo égal égal ek sé nonm-la adan tout bagay.

Sé lanné 1917 apré an gwo manifestasion fanm té fè an péyi Larisi, pou yo ni menm dwa, pou yo sélébré jounen entènasional fanm, ki sa desidé dat 8 Mas, pou jounen tala. Sélébrasion jou tala fè dat-la antré dan listwa

Manifestasion tala sé li ki ba révolision sosialis an balan an péyi-a, ki fè i trapé laviktwa an mwa oktob menm lanné-a. Lanné 1918 yo sélébré jounen an pou sa i té pòté. An 1921 Lénin ki té metafè gouvelman révolisionè an péyi Larisi désidé mété jounen tala ofisiel adan péyi-a.

Alantou latè nan pliziè péyi, moun,

nonm ek fanm, koumansé lité pou dwa fanm toupatou

Apré ladjè 39 – 45, pou sa yo wè fanm fè, pou miziré yo miziré, manniè yo té bizwen fanm adan tout bagay, piti-a-piti konba fanm pran plis fos, yo koumansé rikonnet plis valè fanm adan sosiété-a.

Pli té ni péyi ki té ka libéré kò yo di dominasion pwofitè, pli mouvman fanm té ka pran plis potalans.

Mouvman feminis ki miltipliyé asou latè dan lé lanné 70, ba mouvman-a plis fos.

Lanné 1977, ONU désidé ofisièl, 8 mas, kon jounen entènasional fanm

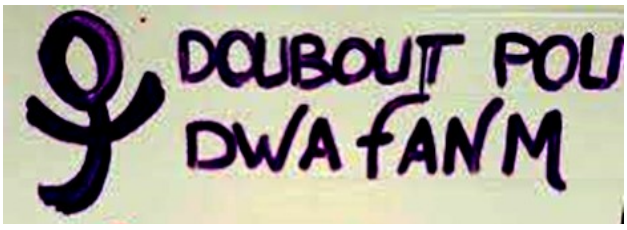
Sé lanné 1982 Lafrans déklaré 8 Mas kon an dat potalan ki ofisiel, pou yo fè dé bagay adan sans larel pou fanm ek nonm égal égal.

Lajounen jodi anpil koté alantou latè yo ka sélébré jounen mondial pou dwa fanm ki sé an lokazion pou fè bilan asou sitiasion fanm épi kontinié konba pou égalité fanm ek nonm toupatou.

KIdonk 8 Mas sé pa fet fanm, sé pa jounen fanm, sé pa wélélé fanm, sé **jounen entènasional lit pou dwa fanm**!

Lanné 2022 tala fanm mobilizé kò yo pou gadé fè an pa douvan, pas pou rivé an bout konba pou légalité i rété bat pou bat.

Konba tala sé ansanm ansanm nonm ek fanm pou goumen pou genyen !



LE PEUPLE MARTINIQUAIS ET LA NATION MARTINIQUAISE EXISTENT

En 1991, le Conseil Constitutionnel français était saisi d'une loi qui indiquait qu'il existait un peuple corse, composante du peuple français. Cette juridiction française, présidée par un socialiste nommé Badinter, allait censurer ce texte car la Constitution Française ne prévoir l'existence que d'un seul peuple, le peuple français.

Il y a vingt ans, le congrès des élus martiniquais votait à une majorité (45 sur 73) que le peuple martiniquais existait. Quelques minutes plus tard, les mêmes élus rejetaient l'existence d'une nation martiniquaise.

Le débat de l'existence du peuple martiniquais peut paraitre vain mais il reste fondamental.

Pour nous-mêmes déjà.

L'existence d'un peuple s'affirme, au-delà des débats sociologique et historique, par ses combats et ses luttes.

Notre pays a connu une histoire qui fait que le peuple d'origine a été éradiqué par le pouvoir colonial français. Il s'agissait d'un génocide, même si le mot n'existait pas encore.

La France est partie d'un pays où elle a tout détruit pour reconstruire.

Et cette construction d'une société nouvelle est passée par la traite négrière et l'esclavage, le fouet, le fer et le feu.

C'est ainsi que doublement la société martiniquaise est née dans la violence, le génocide des Kalinago et l'Esclavage.

Après l'abolition de l'esclavage, arrachée par nos ancêtres et non offerte, comme on la fait croire à des générations, par nos oppresseurs, notre territoire s'est « enrichi » d'autres communautés, arrachées à leur terre d'Afrique ou d'Inde, qui sont restées en Martinique. Sans oublier les apports divers (Chine, Moyen-Orient, etc…)

Dans le même temps, le pouvoir colonial a maintenu une société inégalitaire qui a entraîné une lutte de classe féroce entre un prolétariat noir et une caste blanche riche et égoïste soutenue par un pouvoir colonial qui a tué, assassiné des travailleurs en lutte.

La maturation de ce peuple est arrivée quand son avant-garde et ses intellectuels ont compris qu'il fallait lier la question sociale à la question nationale.

Ce lien s'explique avant tout par le fait que ce sont les classes les plus pauvres, les plus exploitées, les plus marginalisées socialement de la société martiniquaise qui ont le plus intérêt à chasser le pouvoir colonial qui soutient la caste békée.

A notre sens, on ne résoudra la question sociale qu'en résolvant en même temps la question nationale.

Notre peuple d'aujourd'hui est donc le fruit de notre histoire.

Il est évident que tous les martiniquais ne sont pas au même niveau de conscience de leur appartenance au peuple martiniquais. On parle de sentiment national qui est un ressenti subjectif d'appartenir à une communauté. La conscience est à un niveau supérieur, celui où on est prêt à faire des sacrifices.

Le débat sur l'existence du peuple martiniquais est donc né avec l'apparition dans les années cinquante et soixante du siècle dernier.

LE PEUPLE MARTINIQUAIS ET LA NATION MARTINIQUAISE EXISTENT

A cette époque, la majorité des martiniquais.es se considéraient comme français.es. La réalité est qu'aujourd'hui, peu de martiniquais.es ont une telle conception. En revanche, la vérité est aussi de voir que beaucoup continuent à considérer que nous devrions, par sécurité, rester dépendants de la France.

Le sentiment national d'appartenir à une communauté de destin a progressé. Mais la conscience nationale ne s'est pas complètement épanouie.

Un des aspects intéressants qui montre bien le lien entre situation sociale et sentiment national est la position de la petite et moyenne bourgeoisie martiniquaise. Elle se sent martiniquaise mais elle a le plus souvent peur de perdre ses avantages (vis-à-vis des masses populaires). La plupart de nos politiciens préfèrent jouer aux hochets coloniaux que de les perdre sous la contrainte des masses en révolte. Le plus souvent, ils veulent endormir celles-ci.

Il existe donc une lutte au sein de notre peuple pour le convaincre de ce qu'il est. La tâche des militants patriotes est d'expliquer pourquoi nous sommes ce que nous sommes, mais aussi d'expliquer l'avantage à ce que nous soyons une société souveraine et indépendante.

Ce qui pose la question de la capacité à démontrer que la libération nationale sera un pas positif et à dire clairement pourquoi et pour qui ?

C'est notre défi.

Dans ce combat, il est évident que

le pouvoir colonial n'est pas neutre.

Le fondement de sa présence en Martinique est la négation totale de l'existence d'un peuple martiniquais.

Car, à compter du moment où il admettrait cette réalité, il saperait les bases de sa présence.

Faisons deux parallèles pour bien comprendre cette question.

Pour justifier l'esclavage, le pouvoir français devait nier notre qualité d'homme, ce qu'il a fait dans son fameux code noir. Pour justifier sa colonisation, notre dépendance, le colonialisme français doit nier notre qualité de peuple.

Sous la pression de la lutte, l'État français a dû admettre l'existence du peuple kanak mais l'a qualifié de « premier » pour légitimer le pouvoir caldoche.

La France pour maintenir sa domination est prête à toutes les gesticulations juridiques pour justifier sa politique coloniale. Ainsi, elle a inventé un peuple mahorais pour crucifier les Comores.

Son objectif permanent, ceux de ses dirigeants, de ses fonctionnaires, de ses affidés est de faire les martiniquais douter d'eux-mêmes, de leur capacité d'être eux-mêmes, de leur aptitude à prendre leur destin en main.

Cela va de « Débouya pa péché » à la fierté d'être européen plutôt que simplement (au sens de petitement) martiniquais.

Cela revêt des formes diverses qui peuvent même paraitre contradictoires mais ont un point commun, nier que nous sommes un peuple.

On met en avant notre folklore qui est aussi bien que ceux des provinces françaises. On va même vouloir nous

agglutiner avec d'autres pour créer un concept vide de sens dénommé « Outre Mer », devenu depuis les « outre mers » avec des ultramarins. Nous sommes donc des ultramarins pour ne pas être martiniquais. Et, on fait des festivals des ultramarins, de la musique ultramarine, de la cuisine ultramarine, etc… On construit de toutes pièces une chose qui n'a aucun fondement pour nier une réalité nationale.

De manière assez nette, des intellectuels, des artistes ou autres, acceptent de se laisser (contre argent et « honneur ») instrumentaliser par le pouvoir colonial. Souvent, ils croient défendre la culture martiniquaise alors qu'ils la dévaluent dans un magma sans nom et sans forme.

La logique coloniale est au contraire de notre logique nationale.

Nous devons continuer la lutte idéologique pour élever le sentiment national en conscience nationale. Cela passe par l'évocation de notre histoire, le rappel des luttes mais aussi sinon surtout crédibiliser la décolonisation et notre aptitude à diriger notre pays.

Si nous devons aussi mettre en avant nos racines africaines, le mythe du retour au continent-mère, à l'Afrique, relève d'une forme d'utopie mais consiste aussi à affadir l'existence de notre peuple.

Nous devons nous battre pour que la France reconnaisse l'existence de notre peuple.

Nous devons le faire frontalement et aussi sur le plan international pour que notre peuple jouisse pleinement de tous ses droits.

Cela passe par une lutte idéologique interne contre l'idée assimilationniste et l'aliénation coloniale. Cela passe par le refus des apparents compromis qui sont des récupérations du pouvoir français.

Il faut nous battre contre toutes les corruptions y compris celles intellectuelles de « nos » élites.

Cette tâche est de la responsabilité des patriotes sincères qui n'ont qu'une boussole, celle des intérêts de notre peuple.

Quand la majorité de notre peuple aura pleinement conscience de notre identité nationale et sera en état de conduire la lutte contre le colonialisme, pour la libération nationale et l'émancipation sociale à hauteur de l'exigence pour prendre en mains notre destin, la France aura perdu.

SA KI TA NOU

BAKWA OUBEN CHAPO BAKWA?

Lè ou ka pran tan'w gadé foto anlo koté Matinik antan lontan ou ka wè bon moun épi chapo bakwa asou tet-yo, pres toupatou nonm ek fanm té ni bakwa yo.

Pou té palé di an moun, ou té ka tann : " Boug bakwa-a " kivédi sé boug-la ki ni an chapo bakwa asou tet-li, délè sé té an bakwa épi tet pwenti pas ni pliziè kalté fòm chapo .

Sa vé pa di jòdi pa ni chapo bakwa, mé nou pa ka méte'y kon avan, épi pangad, tout bakwa pa bakwa, pas yo ka fè chapo tou épi kabouya, latanié, awoman, kachibou,...

Fok sav trésaj za pasé pliziè générasion moun dépi prèmié otjipan Jouanakaéra ki té ni anlo teknik trésaj, bakwa rantré an lavi moun Matinik, kisiswa : agrikiltè, péchè, mason, adan lari, adan lagrev, adan pit, adan swaré bèlè, asou plaj pou paré soley…. Nou pou chonjé tout nonm épi fanm asiz asou tiban yo anba an véranda ka trésé bakwa, sété lavi lakanpangn!

Fè an bakwa, sé pa ralé chez bò tab ! Sé an pié bakwa ka ba fey bakwa, lè fey –la sek ou ka tiré tout pitjan ki asou dé ribò-a épi an mitan, ou ka koupé tet-la épi bout latjé-a, ou ka fann fey-la asou tout londjè'y an pliziè tibann dapré lajè tres-la ou bizwen, ni pliziè kalté tres.

Ou ka monté chapo-a lè trésaj-la fet, montè bakwa-a sé an awtis, pas i ka ba'w chapo silon belté ou mandé'y kon wotè, lajè, fòm…

Pié bakwa sòti dapré sa ki matjé, pa koté Sid Es Lazi é bannzil Pasifik, moun lasians ka kriyé'y « pandémus », ni aprépré plis ki sensan kalté bakwa, Matinik ni dis, pié bakwa-a pé rivé ni 10 m wotè, asou twon-a ni anlo gro rasin ka desann an tè-a akondi palitivié, sé fey-la ka fè plis ki an met délè, i ka lévé titak toupatou Matinik, pié bakwa fimel ka pòté an fwi gwosè an fouyapen épi lapo'y ki ni anlo kay pwenti, kolé yonn koté lot, pié mal-la sé an gran flè ka fè zafè sé mouchanmiel-la.

Fok sav andéwò di chapo, toujou épi tres-la nou ka fè balé pou balié bò kay, lè nou ka fè bouden, sé épi ti kod bakwa nou ka maré sé mòso-a, sa solid toubanman.

Isi-a moun ka manjé nannan fwi-a épi kiles yo ka fè konfiti, ji, gato.

Adan anlo péyi kon Laréyinion, Kanaky, Endonézi épi dot… yo ka fè anlo dot bagay épi bakwa-a , fwi-a, twon-an (kon tjè koko-a), rimed, ……

Non selman pié-bakwa sé an bel piébwa mé i ni anlo anlo bon bagay nou moun Matinik nou poko konnet, otan nou pé, annou planté bakwa avan disparet pran'y.

Feuilles de bakoua séchées

PA VOTÉ SÉ SEL CHIMEN POU DIVINI PEP NOU !

Ankò an fwa gouvelman fransé ka jwé welto épi pep nou.

I désidé fè éleksion présidan Lafrans adan kiles i lé fè nou kwè ki sé la yo ké poté solision pou tout pwoblèm pep nou ka sibi.

Adan wélélé tala ni dé moun péyi nou ki ka kouri douvan di ki anpami tout sé tala ki adan sé moun-la ka prézanté kò yo, sé tala ouben tala ki méyè, ki ké ba nou plis bagay, sé ba'y pou voté, ek yo ka maché fò adan vèglaj tala.

Mé dépi tjek tan nou wè ki manniè ni anlo moun ki pa bèkèkè, ki konprann ki sé pa éleksion ki ké pòté ayen ba nou. Pas yo konprann ki pli yo voté sé pli mové sitiyasion yo ka vini.

Kidonk ni plis moun ki pa ka pran lapenn alé voté. Yo simié rété bò kay yo.

Mé ni bon dézoutwa ki ka voté toujou pas yo pokò miziré wotè yo ka kouyonnen yo. Mé sé menm moun tala, apré yo ka vréyé labou toulitan pas lavi-a pli rèd, yo pa ka wè pies limiè an zafè yo.

Ki fè sé pa pas ou ka alé voté ki sitiyasion'w ka chanjé.

Nou ka tann sa ka di, si ni éleksion sé pou moun voté, ni anpami ka di toujou sé pou yo tanpé kat yo, ni sa ka di si ou pa voté sé lé zot ki ké désidé ba'w, konsidiré sé ou ka désidé an bagay. An pati moun ka répété sa sé moun-la ki ka menen vèglaj -la ka di, « sé an dwa nou ni fok sèvi'y ». Mé si ou gadé bien, sé menm moun tala lè yo trapé an pos, ou ka wè ni délè yo pa ka voté lè ni an votman la yo yé a. Ou sé di sa pa ka entérésé yo.

Sa nou ka wè, sé an tan éleksion tout pawol ka kouri monté désann, pou fè moun voté. Chak kandida ka di sé moman pli potalan an lavi nou, an lavi pep nou. Chak-la ka di sé li ki ni sa ki fo pou chanjé an bagay. Mé orala éleksion pasé yo za blié tout moun, yo pa ka fè ayen pou sa chanjé, yo an zafè yo. Pou sa yo fò adan manigans kon sa pé fet.

Yo té bizwen éli, sa fet, yo pa ka pran wotè moun ankò. An lespri yo yo ni dwa fè sa yo lé, pas moun voté ba yo. Yo ka woulé ba lé gwo pou yo trapé lé miyet yoka ba yo. Zafè tjou lé piti.

Fok nou chanjé lidé asou zafè éleksion-a. Fo konprann ki sé pa lé moun-la ki ka vini trapé pos, ki ké chanjé ayen ba pep-la. Yo ka vini pou fè sistem fransé-a, ki ka pijé pep-la, tounen flouz, pou sé fransé-a alèz adan péyi-a, pas yo ni gad yo, ka véyé ba yo pou tout bagay luil.

Antouléka sa ki pé fè nou vansé sé sòti adan sistem kolonial fransé-a, pou nou met lakay nou, pou nou pran an larel pou nou désidé sa ki bon ba pep-la, ek poté mannev pou péyi-a alé pli douvan.

Konba nou ni pou pran, ka mandé fos épi kouraj, sé pou sa nou ka di, fok pa nou ped fos adan jé welto éleksion, adan kiles nou pa ka trapé ayen pou sitiasion nou pli bon, fok nou sanblé tout fos nou pou mennen an konba ki pé ba nou laviktwa.

Sel pozision ki djok, sé pa mélé adan éleksion, sé pa alé voté, sé maré ren nou ek doubout pou rézisté an manniè djok kont politik Lafrans ka mennen an péyi nou. Sé sa ki pé ba nou balan pou nou kaskod épi kolonialis fransé épi raché lendépandans Matinik.

SÉ PA TA NOU
NOU PA KA VOTÉ

8 MARS
LUTTE DES FEMMES
COMBAT DE TOUT LE PEUPLE
POUR GAGNER L'ÉGALITÉ

Depuis plus d'un siècle les femmes lutent pour l'égalité des genres, cependant à ce jour on est loin sur l'ensemble de la planète d'avoir atteint cet objectif.

Aussi cette année pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le 8 Mars le thème retenu est

Si la date est davantage prise en compte, cependant le concept et toutes ses incidences ne semble pas avoir été bien appréhendé et intégré. En effet on entend et on voit encore beaucoup d'expressions du genre que c'est la journée : « des femmes », « de la fête des femmes », « de la fête de la femme », tout cela ne contribue pas à défendre la cause des femmes ou à les aider dans leur lutte.

On constate que souvent la date du 8 Mars est détournée de son sens et de son objectif pour être récupérée dans une démarche commerciale.

Souvent on fait le parallèle avec la « fête des mères » alors que ces 2 dates n'ont rien de commun.

Tout cela va dans le sens de la continuité du maintien du système en place.

Le 8 Mars c'est le symbole du combat pour l'égalité entre les genres pour lequel il faut se mobiliser car le chemin à parcourir est encore long.

La lutte pour les droits des femmes, pour l'égalité entre tous, doit être menée ensemble par les femmes et les hommes. Dans le monde où domine le système capitaliste, elle fait partie de la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, des masses populaires contre toute discrimination, des peuples contre toute oppression, pour le respect et l'exercice des droits humains et des droits des peuples.

Dans notre pays sous domination coloniale nous devons lutter contre tous les éléments qui déterminent le fonctionnement de cette société qui sont inspirés de la culture européenne de a religion et du patriarcat qui consacrent une misogynie et un machisme qui contribuentau maintien du système en place.

La lutte pour l'égalité a toute sa place dans le combat de notre peuple contre le système capitaliste colonial, pour la libération nationale, contre le sexisme pour l'émancipation de toutes et tous.

Chacune, chacun, doit s'inscrire dans un processus d'action commune basée sur la solidarité seule voie pouvant permettre de conquérir l'égalité.

Ansanm ansanm pou nou goumen!

Femmes et hommes opprimé.es de tous les pays, unissez-vous !

8 MARS
POUR GAGNER L'ÉGALITÉ

Quelques dates significatives de la journée du 8 Mars.

1910: A la conférence internationale des femmes socialistes qui s'est tenue au Danemark avec la participation d'une centaine de femmes de 17 pays, est lancée par Clara ZETKIN l'idée d'une « Journée Internationale des Femmes ». Si la proposition est adoptée il n'est pas fixé de date.

Mars 1911: Les femmes manifestent massivement dans de nombreux pays pour réclamer l'égalité des droits.

8 mars 1917: À Saint Pétersbourg en Russie, des ouvrières en grève pour obtenir satisfaction à leurs revendications manifestent, réclamant « pain et paix ». Beaucoup d'ouvriers d'autres usines les rejoignent. Ces évènements vont enclencher le processus de renversement du pouvoir du Tsar, ce qui conduira au triomphe de la Révolution Socialiste d'Octobre, première révolution socialiste dans le monde.

8 mars 1921: Lénine décrète le 8 mars « journée des femmes » qui est célébrée dans toute la Russie, premier pays à officialiser la date d'un jour pour l'égalité entre hommes et femmes. Pendant longtemps l'URSS sera le seul pays à célébrer officiellement le 8 Mars.

Après la guerre 39-45: Le 8 mars devient une date importante officielle dans les pays socialistes et les femmes manifestent dans de nombreux pays, pour les droits professionels, sociaux, culturels, civiques, les associations féministes se multiplient dans le monde.

Dans les années 70: Le mouvement féministe se renforce dans de nombreux pays et l'exigence de la reconnaissance du 8 mars comme « journée des droits des femmes » prend de l'ampleur.

8 mars 1977 : L'Organisation des Nations Unies adopte le 8 mars comme la « Journée Internationale des Femmes ». Elle invite tous les pays à célébrer la journée.

8 mars 1982: La journée est devenue officielle en France sous la présidence de MItterand. Mais à ce jour cette date n'est pas férié afin de pouvoir contribuer au mieux à la lutte des femmes à l'image du premier Mai pour les travailleurs et travailleuses du monde.

8 mars 2022 : Les luttes pour les droits des femmes, pour l'égalité, pour une société sans discrimination, pour un monde meilleur, continuent . Le thème de cette année est :"***L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable***".

NOUVEL ANDIDAN

LE CARNAVAL

En dépit du pouvoir colonial, de son préfet, de certains maires aliénés, le peuple martiniquais ne s'est pas fait voler son carnaval une nouvelle fois.

Il a fallu les derniers jours pour que les prétextes les plus divers et mensongers volent en éclat et que le centre-ville de la capitale soit enfin ouvert aux carnavaliers.

Dans sa résilience, notre peuple a fait le pouvoir colonial baisser un peu son pavillon d'arrogance et de mépris.

WOULO BA PEP MATINIK

LA PANDEMIE DE COVID ET L'ABSURDITE COLONIALE

Un jour, c'est bon, un jour c'est moins bon.

On ne peut être qu'étonné des chiffres de la pandémie donnés par l'ARS et on peut soupçonner des manipulations.

Le pouvoir a lancé une grande campagne médiatique avec l'arrivée d'un nouveau vaccin sans ARN messager (donc de type dit classique) du laboratoire des USA NOVAVAX. Avec un mois de retard, on peut se faire vacciner depuis la semaine du 7 mars.

Car le chiffre de la vaccination n'a pas progressé, montrant ainsi la défiance de la majorité des martiniquais.

Suite au Carnaval, les contaminations seraient remontées (plus de 11 000 par semaine) mais dans le même temps les hospitalisations diminuent !

En tous les cas, diminution ou augmentation, le Préfet maintient un contrôle drastique sur la société martiniquaise avec couvre-feu, interdictions diverses et organisations régulières de contrôle dans tout le pays.

Dans le monde entier, on lève les restrictions mais le Préfet Ananas maintient sa chape de plomb sur la société martiniquaise.

CARREFOUR MARKET DU FRANCOIS : LE BEKE NE LACHE RIEN

Depuis plusieurs semaines, les salariés de Carrefour Market du François, appartenant à un groupe béké, sont en grève pour des revendications salariales. Le mouvement est mené par la CSTM. Le patron refuse toute discussion avec les salariés au prétexte qu'il ne veut pas négocier avec le secrétaire général de la CSTM, Bertrand Cambusy.

On croit revenir quarante ans en arrière quand le patronat refusait de discuter avec Marc Pulvar.

Cela montre l'arrogance patronale dans la période actuelle.

Comme d'habitude, le patron a saisi la justice et les juges français lui ont donné gain de cause pour retirer sous astreinte le piquet de grève.

Une médiation peine à se mettre en place car le « béké pa lé ba dé fran ».

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

LE COLONIALISME EN ACTION : NOUVEAU DIRECTEUR AU CHUM

Peu importe comment il s'appelle. Peu importe ses qualités et défauts. Un homme qui n'est pas martiniquais, qui ne connait rien à la Martinique, qui n'a aucune expérience avec la Martinique est nommé directeur du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique par un politicien parisien, sans même une apparente consultation de qui que ce soit en Martinique.

Voici donc un exemple de ce que signifie le colonialisme, le mépris et les décisions unilatérales.

A BAS LE COLONIALISME

LUTTE DES SOIGNANTS : LE COMBAT POUR LA DIGNITE CONTINUE

Le combat des soignants contre l'obligation vaccinale et pour des soins réels en Martinique continue. La direction du CHUM appuyée par une partie des médecins alterne menaces, chantages, sanctions, suspen-

sions...

On a même vu un chef de service écrire une lettre menaçant du personnel en arrêt maladie de les dénoncer au Procureur de la République car ils perturbaient son service.

Après, ce sont ces dirigeants et médecins qui osent parler de bienveillance et dénoncer la violence des soignants.

Officiellement, l'ARS a annoncé que 75% des soignants sont en règle avec l'obligation vaccinale.

Curieuse manière de cacher la vérité. En effet, pour en arriver à ses chiffres, l'ARS mêle les vaccinés, les non vaccinés en arrêt de travail, les non vaccinés ayant une contre-indication au vaccin !

L'ARS annonce des suspensions en oubliant de dire que celles-ci n'ont pas été valablement notifiées aux intéressés.

En plus, sur le terrain, la direction du CHUM est obligée de faire appel à du personnel qui n'est pas vacciné.

Le combat de l'intersyndicale de la santé continue. Elle a déposé à la justice française une plainte pour homicide involontaire et mise en danger de la vie d'autrui. On verra bien si les juges français feront leur boulot ou continueront à couvrir leurs compatriotes.

L'Intersyndicale continue à tenir son village de tentes près du port, d'y organiser des débats et même de faire des caravanes contre les mensonges et la propagande des institutions coloniales.

WOULO BA LÉ KONBATAN

L'ENERGIE TOUJOURS PLUS CHERE

Dans ses annonces du début du mois de Mars, le préfet a fait augmenter essence, gasoil et gaz.

Une petite musique officielle a expliqué que cela était la conséquence de la guerre en Ukraine. Bref, si Ananas augmentait l'essence c'était la faute de Vladimir POUTINE !

C'est faux car l'énergie augmente depuis début 2021 et sans guerre en Ukraine.

Nul doute que celle-ci aura un impact dans l'avenir.

Mais la réalité est que le pouvoir colonial n'a pas mis en place la seule manière de maintenir les prix de l'énergie, à savoir diminuer sur les nombreuses taxes gouvernementales.

On voit aussi que la majorité de la CTM a fait des annonces, son président a écrit à Paris sans que cela n'ait aucun effet, preuve de son absence de pouvoir et de son incompétence sur les questions essentielles de notre vie quotidienne.

Les négociations de décembre ont échoué car le pouvoir se moque de nous.

C'est la lutte populaire qui va obliger le pouvoir à reculer sur les justes revendications.

« LES MEILLEURS SPÉCIALISTES DES AFFAIRES MARTINIQUAISES, CE SONT LES MARTINIQUAIS »

CITE GRENADE À AJOUPA BOUILLON

Cap Nord a organisé le 4 mars 2022 une réunion avec les habitants de Cité Grenade. Les efforts d'AZEROT pour éliminer ou contourner le comité de défense se sont avérés vains. Il a bien fallu qu'il le reconnaisse en tant que tel.

Néanmoins, la pression doit continuer car pour le moment on commence les études sociales et de marchés pour savoir ce qui va se passer demain.

En attendant les habitants continuent à vivre dans une situation indigne.

Les lulul badjols de Cap Nord n'ont toujours pas compris qu'il est anormal que des gens continuent à vivre dans des maisons où la mort guette.

SOLIDARITE AVEC LES HABITANTS DE CITE GRENADE CONTRE L'AMIANTE ET POUR LEUR TITRE DE PROPRIETE

ELECTIONS PRESIDENTIELLES FRANCAISES

La publicité sur les élus qui ont parrainé les différents candidats à la présidentielles françaises a permis de constater des choix curieux sinon honteux.

Ainsi, on découvre que les élus de la majorité à la CTM se retrouvent dans toutes les cases. Certains, 10 dont LETCHIMY, ont choisi (inutilement !) TAUBIRA qui a fait un passage éclair. Deux dont le lulu badjol du Lamentin ont choisi MELENCHON, au moins un (le lulu badjol de Schoelcher) MACRON et six dont LAGUERRE, HIDALGO.

C'est le cas de le dire : ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier !

Le PPM et ses alliés auront toujours de quoi dire qu'ils sont du côté du vainqueur quel qu'il soit.

Cela s'appelle opportunisme sinon lâcheté politique.

Sé silon van latjé poul ka panché !

Constatons quand même (on se console comme on peut) qu'aucun élu de Martinique n'a parrainé LE PEN ou ZEMMOUR mais que huit l'ont fait pour POUTOU

A part cela, il n'y a que le journaliste PARTY à Martinique Première qui se démène pour nous faire croire que cette élection devrait nous intéresser et qu'il existerait un suspense.

Quelques candidats ont des comités de soutien en Martinique comme MACRON, MELENCHON, POUTOU (le GRS), ROUSSEL (le PCM), JADOT (MARTINIQUE ECOLOGIE) sans oublier PECRESSE qui en a même deux.

En fait, nos politiciens français de Martinique sont plus mobilisés pour les prochaines législatives !

L'ELECTORALISME NOUS EGARE

PAS ASSEZ DE CANNES !

La saison cannière a commencé avec près de deux semaines de retard.

L'étonnant est que c'est à ce moment, qu'on a appris qu'il n'y aurait pas assez de cannes pour l'usine du Galion.

Tout cela est peu sérieux et démontre que ce pays marche sur la tête.

Il est toujours possible de prévoir une récolte avant celle-ci.

La situation est telle que l'usine du Galion (qui fonctionne sous contrôle d'élus) ne peut produire assez de sucre pour la consommation de la Martinique.

Ceci est un exemple flagrant de l'absence d'une politique économique sérieuse d'autosuffisance alimentaire.

Seul un pouvoir martiniquais et une planification de l'économie pourra régler cette question.

WOULO BA LENDEPANDANS !

Site pkls

http://www.pkls.org

mail: pkls@pkls.org

mail:pkls.matnik@gmail.com

NOTRE REFUS D'UNE AGRESSION CONTRE LE PEUPLE UKRAINIEN

Il y a peu de temps nous rappelions cette phrase de Jean Jaurès, « ***le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*** ».

C'est un premier élément qu'il faut comprendre.

Quand le camp « socialiste » s'est effondré en 1990/1991, l'URSS a éclaté, ceci contre l'avis majoritaire de ses habitants lors d'un vote démocratique en mars 1991 où le « oui » pour une avait récolté près de 80% des suffrages. Cela a donné naissance à de nombreux États dirigés par des apparatchiks de l'appareil communiste ayant trahi leur idéal et leur pays. Ces pays ont été dépecés, les services publics ont été privatisés, etc… De nouvelles bourgeoisies sont apparues, imbues d'elles-mêmes et appliquant des politiques libérales.

Les conditions étaient réunies pour que le nationalisme chauvin, et particulièrement le nationalisme panrusse que Lénine n'a eu de cesse de dénoncer, prenne le dessus.

D'un autre côté, l'impérialisme occidental a fait le pari revanchard qu'il allait encore plus dominer le monde.

Il s'est lancé dans des guerres nombreuses en Irak, en Serbie, au Kosovo, en Afghanistan, en Lybie, au Mali… assassinant des dizaines de civils. Il a décidé de régenter le monde à coups de sanctions contre les États qui lui déplaisent. L'Europe et les USA se croient les maitres, les juges et sont les bourreaux des peuples.

De même, même quand la Russie s'est concerti au capitalisme le plus

sauvage avec ses milliardaires et la récession, les puissances impérialistes ont décidé de la cerner militairement avec son bras criminel, l'OTAN. Sous prétexte de les protéger, l'OTAN a intégré les pays baltes, la Pologne, la Roumanie. En fait, ceci a eu comme conséquence de lancer une course aux armements dans chaque état et une politique agressive.

Les signes avant-coureurs de cette guerre ont été nombreux.

Cela fait près de 15 ans que la Russie demande vainement une renégociation d'un accord de sécurité collective en Europe. Washington refuse avec le soutien des États de l'Union Européenne, incapables de définir une politique indépendante des USA.

Il y a eu le précédent de 2009 avec la Géorgie.

De même, en 2014, l'Europe et les USA ont suscité une révolte en Ukraine car le président régulièrement élu voulait signer un accord avec la Russie. Il s'ensuivit un démembrement de l'Ukraine avec la sécession de la Crimée et la création de républiques populaires dans le Donbas situé près de la Russie.

La guerre a été arrêtée par des accords signés à Minsk, capitale de la Biélorussie. L'état ukrainien ne les a jamais respectés.

Il est aussi vrai que les dirigeants ukrainiens, depuis 2014, développe une propagande anti-russe et un révisionnisme sur le nazisme. On en est même à célébrer et rendre hommage à

NOTRE REFUS D'UNE AGRESSION CONTRE LE PEUPLE UKRAINIEN

des organisations pronazies de la seconde guerre mondiale comme l'OUN et l'UPA. La Russie de son coté, dans une conception de restauration de la Russie tsariste a développé un discours et une propagande posant le principe même de l'existence de l'Ukraine.

Dans un discours précédant de 48 heures le début des hostilités guerrières, Poutine a mis en cause les révolutionnaires russes de 1917 d'avoir créé l'URSS et une Fédération d'Etats dont l'Ukraine (qui était la seconde république de l'URSS).

Nier l'existence de l'Ukraine est une remise en cause du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle est intolérable pour les révolutionnaires que nous sommes, vivant dans une colonie où notre peuple n'est pas reconnu

par le colonialisme français.

Cette guerre est contre-révolutionnaire.

Elle sert les intérêts du grand capital international et des différents complexes militaro-industriels des différents pays.

Nul doute que la crise économique qui va en résulter sera un fantastique argument pour les patronats nationaux à demander aux travailleurs de tous les pays de se serrer la ceinture.

De même, cette guerre va justifier, au nom de la sécurité, les atteintes aux droits des peuples, le refus du débat démocratique et de la liberté d'expression (il suffit de voir la propagande actuelle dans tous les médias et le refus que la presse russe atteigne les opinions publiques de l'Ouest) et les futures agressions et invasions, entre autres en Afrique, par les armées impérialistes.

Cela crée aussi une ambiance internationale visant à isoler et attaquer la Chine.

La guerre en Ukraine est une guerre d'agression contre un peuple. Comme toute guerre d'agression, elle viole le droit international. Au même titre que la France au Mali, que l'Arabie Saoudite au Yémen, que les USA en Irak, etc…

L'hypocrise de l'Europe et des USA est manifeste mais cela ne justifie pas l'invasion de l'Ukraine.

Une guerre commence et ce sont les peuples qui en sont les premières victimes pendant que les classes possédantes augmentent leurs profits et renforcent leur pouvoir.

Les masses populaires, les travailleurs, sont toujours ceux qui payent à tous les coups les conséquences.

Les peuples ne veulent pas la guerre, ils veulent la Paix.

BA LANG NOU BALAN

Teks manmay latilié « *aprann li ek matjé lang matinitjé*» sant kiltirel A.Tangamen Gradis, komin Baspwent.

Lè man ka wè'w,
Man ka tranblé,
Man ka swé,
Dé lanmen mwen tranpé,
Dlo ka koulé kon an lasous,
Man ka ped lapawol,
Man pa sav ki koté man yé.

JOJ

An an ! Konpè éti ou ka alé ?
Fout ou ka santi bon
Epi tout chimiz wouj ou !
Koté ou ka alé ?
Kouman makoumè, ou sav jòdi sé lasenvalanten !
Alò, man sé ki moun ?
Eben ma chè, lanné nef, Valantin nef!
Anlo djez asou'y épi ayen pa la !
Mi konsa : « tiré chik ba chien, i ka mandé'w kous kouri » .

JILI

Jòdi man ka palé zot di sa man sav asou lagrev 14 févriyé 1974.
Evènman –tala rété an lespri moun jik jòdi, sa fet pa lwen komin Loren, lagrev-tala diré an mwa é dimi, i koumansé dépi janvié, i té red pas ouvriyé mò épi blésé ;
Lagrev pété pa koté bitasion Chalvé Baspwent, ouvriyé agrikol té ka mandé ogmanté yo selman twa fran, mé bétjé pa té lé, yo kriyé jandam pou kasé lagrèv-la épi lapidé ouvriyé.
An ouvriyé tonbé adan chan bannann-_la anba bal fizi sé jandam-la, sé té ILMANI, jou yo té ka téré'y yo touvé kò MARILWIZ masakré pa bò plaj-la.
Tout moun ka mandé kouman kò'y pé rivé an lanbouchi lariviè-a, jik atjolman pèsonn pa sav.
KOLO BARST matjé an bel chanté anlè lagrev-tala, i ka di kouman travayè toujou ka lité pou sitiyasion yo vini pli bel mé sistem kolonialis-la ka pijé yo é ka anpéché yo vansé.

VIKTWA

SA KI PASÉ AN MWA MAS

MARS 1946, MARS 1948, MARS 1961, MARS 1964, MARS 2000 :

DE L'ESPOIR MALPAPAY A LA RÉPRESSION SANGLANTE

5 évènements survenus au mois de MARS des années précédentes condensent l'histoire contemporaine de notre pays. De l'espoir suscité par la loi dite d'assimilation de Mars 1946 au retour à la réalité coloniale avec la tuerie du Carbet en Mars 1948 et celle du Lamentin en Mars 1961 notre peuple fut servi. Toujours un mois de Mars s'ajoute en prime le cynisme manifesté à notre égard par les maitres de la France en Mars 1964 par De Gaulle et en Mars 2000 par J. CHIRAC tous deux, alors président de la République française.

MARS 1946 : LESPWA MALPAPAY

Le 19 Mars 1946 à l'initiative des députés communistes A. Césaire et L. Bissol l'assemblée Nationale française vote la loi dite d'assimilation. Cette loi fit naitre de grands espoirs dans les vielles colonies (Martinique, Guyane, Guadeloupe, Réunion). il était affirmé que « seule l'assimilation permettra de résoudre les problèmes » de ces pays où il existe « une misère effroyable », et de « l'injustice sociale ».

Pour les défenseurs de la loi l'application des lois françaises permettrait aux populations de bénéficier d'un système de protection sociale avancé et l'économie serait « assainie ».

Les choses n'allèrent pas de soi. Chaque conquête sociale ne fut obtenue que par la lutte des travailleurs souvent durement réprimée par un préfet aux ordres du gouvernement français et au service de la bourgeoisie et en particulier des békés.

Aux yeux de tous, l'échec de la départementalisation devint patent au point que le rapporteur de la loi d'assimilation en vint à conclure que le maintien des rapports coloniaux avec la France conduisait au génocide par substitution de notre peuple.

L'espoir malpapay deux ans seulement après le vote de cette loi fut confronté à la dure réalité : la répression coloniale demeurait avec son lot de victimes, de sang versé, de poursuites judiciaires.

4 MARS 1948 : AU CARBET LE SANG DES TRAVAILLEURS COULE DE NOUVEAU.

Le préfet de la départementalisation Mr Pierre TROUILLÉ fait couler le sang des travailleurs.

Volant au secours du béké BALLY gros distillateur de rhum il réprime sauvagement un mouvement de grève des travailleurs de la plantation. Trois ouvriers tombent sous les balles des gendarmes, Henri et André JACQUES 2 frères, et Mathurin DULIN.

Les grévistes forts du nouveau statut départemental entendaient faire appliquer les lois du travail et les lois sur la protection sociale.

MARS 1961 : AU LAMENTIN ENCORE 3 TUÉS

Cet acharnement répressif se constatera quelques années plus tard quand ce 21 Mars 1961 les gen-

darmes français tirent sur une foule désarmée en plein bourg du Lamentin. On relève 3 morts et de nombreux blessés.

Les victimes, Suzanne MARIE-CALIXTE, Alexandre LAURENCINE, Édouard VALIDE, se sont ajoutées à la liste des crimes commis par l'État français dans notre pays.

MARS 1964 : DE GAULLE ASSIGNE LA MARTINIQUE AU RÔLE DE VITRINE

Le 22 Mars 1964, De Galle, en sa qualité de Président de la République est en visite à la Martinique.

En réponse au discours d'A. Césaire qui évoque les problèmes du pays : sous-développement, chômage, émigration, jeunesse sans perspective il répond « *Nous allons faire de ces terres une belle réalité française…Il faut que les Antilles soient la vitrine de la France, tournée vers le nouveau monde* ».

Il n'est point question que la Martinique se développe en produisant ses propres richesses, en mettant fin à l'économie de plantations, et à une agriculture coloniale, en réduisant sa dépendance tout court mais mettre en lumière, en vitrine ce quoi vient de France et qui pour l'heure n'est visibles que par nous consommateurs des produits de l'industrie française.

Cette vision cynique du « grand Homme » pour l'avenir de notre pays est réalisée avec le concours de « nos » politiciens « locaux » : ce sont les grandes surfaces, les hypermarchés qui fleurissent, entrainant la liquidation du petit commerce, ce sont les concessions automobiles qui déversent des milliers de véhicules au détriment d'un transport collectif organisé valablement ; c'est la dilapidation de nos terres agricoles au profit de la spéculation immobilière ; c'est le port d'éclatement qui ne finit pas de s'agrandir pour l'importation de produits français et européens avec l'ambition d'être un relais vers l'Amérique du Sud et la Caraïbe ; c'est la maintenance voulue du maintien de notre pays en pays de non production mais de consommation ; c'est l'émigration massive de nos jeunes ; c'est le remplacement progressif de notre population par des gens venus du froid ; le maintien de notre pays en état de domination se révélant incompatible avec l'aspiration à des formes de responsabilités voire avec velléités d'émancipation le pouvoir se devait de préserver ses arrières en donnant l'illusion d'une évolution institutionnelle. Ce fût alors Mars 2000.

11MARS 2000 : CHIRAC ANNONCE LES VÉGLAJ À VENIR

Traditionnellement tout système colonial se doit d'avoir un coup d'avance sur le colonisé afin de maintenir sa position dominante.

En Mars 2000 CHIRAC alors Président de la République se déclare prêt à faire évoluer « sur mesure » le statut de chaque « DOM ». Son discours préfigure les soi-disant évolutions institutionnelles à venir grâce aux révisions de façade longuement muries par le pouvoir qu'il représente.

Ce discours précède tout ce qui a été mis en oeuvre depuis : révisions constitutionnelles, articles, 73 et 74 de la Constitution, Consultation du corps électoral se prononçant sur ce soi-disant changement, qui en réalité nous maintiennent dans l'immobilisme et le marasme.

Marasme dans lequel se délecte toute une classe politique assimilée, avide de ramasser les miettes du gâteau colonial.

Lang matinitjé

TI LISON POU APRANN MATJÉ PLI BIEN LANG-LAN

A ki moman nou ka matjé dé « **n** » kolé an lang nou ?

Adan lang nou, lang matinitjé nou pé ké wè let ki doublé, sof let « **N** » lè i adan dives mo.

Sa ka fet lè konsòn « **N** » dèyè « an », « on » ouben « en », sa yo kriyé vwayel an nen, kontel :

Epi « **AN** »

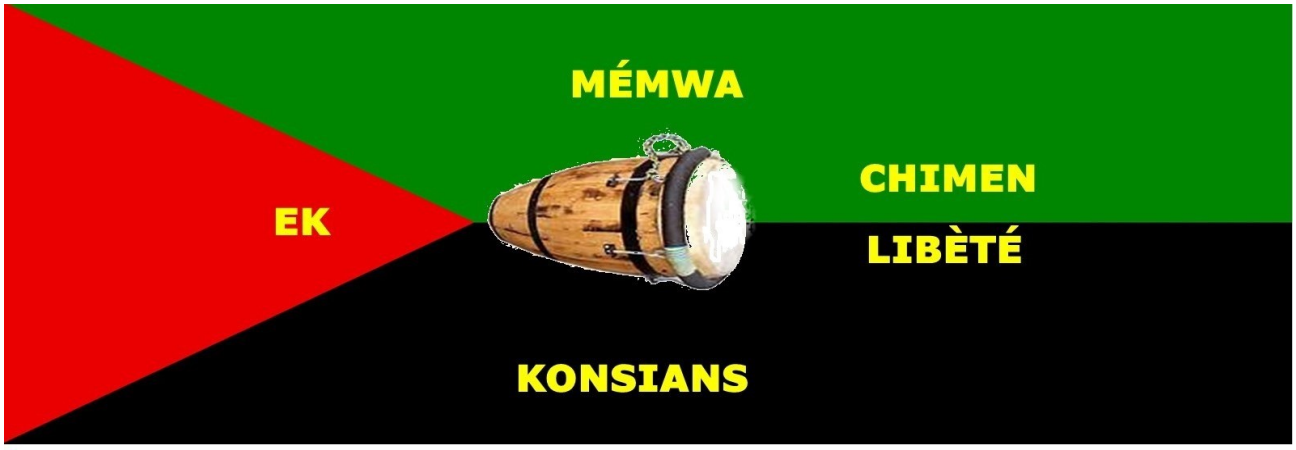
Tjanmay! Man ké fè'w tann épi konprann. .
Kann-tala dou dann!
Sanmdi, machann-lan té ka vann bel pwatann.

Epi « **ON** »

Mamay-la fè an bel lawonn.
Panmi yo ni yonn ki pa bon .
Pèsonn pa rivé pété masonn-lan.

Epi « **EN** »

Vendé mé, neg pété chenn.
Fok méte grenn an tè si ou lé manjé.
Avan ou té garenn, man té za lapen.



LA CARAIBE ET L'UKRAINE

Lors du vote à l'assemblée générale de l'ONU, aucun pays de la Caraïbe n'a voté avec la Russie. Cuba, Nicaragua et Bolivie se sont abstenus. En Amérique du Sud, le seul pays a avoir déclaré comprendre l'agression russe, c'est le Venezuela dans un discours de Maduro. Le pays n'a pas de droit de vote car il n'a pu payer sa cotisation à l'ONU.

Dans la Caraïbe, l'OECS et le CARICOM ont demandé explicitement le retrait des troupes russes de l'Ukraine.

Le ministère des relations extérieures de CUBA a fait une longue déclaration indiquant que si elle comprenait la recherche de sécurité de la RUSSIE et si elle considérait l'OTAN et l'Occident responsable de la crise, elle ne pouvait soutenir l'invasion d'un pays.

RAPPROCHEMENT ENTRE CARACAS ET WASHINGTON ?

Alors qu'ils n'ont plus de relations depuis 2019 du fait de la reconnaissance par les Etats Unis de la marionnette GAIDO comme président du VENEZUELA, une délégation du département d'Etat s'est rendu à Caracas.

Officiellement, on ignore le contenu de la rencontre.

Il semble qu'on ait parlé de pétrole, les EU voulant faire face à l'embargo décrété sur le pétrole russe en achetant du pétrole à CARACAS (dont la production est à 800 000 barils au lieu de 3,2 millions).

Le pouvoir vénézuélien a rappelé sa position de principe à savoir qu'il est prêt à avoir des relations avec les EU dans le respect de sa souveraineté. Il a demandé la levée des sanctions économiques qui étouffent son pays.

Le département d'Etat a indiqué que sa délégation visait à obtenir la libération de citoyens américains emprisonnés au VENEZUELA. Il est vrai que suite à la rencontre deux emprisonnés (sur une dizaine) ont été libérés.

L'opposition est, comme son habitude, divisée sur ses contacts comme elle l'est sur les négociations avec le pouvoir. Les extrémistes comme GAIDO demandent à Washington de maintenir les sanctions.

Alors que d'autres comme CAPRILES considèrent qu'il faut les lever.

SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES CORSES

Le 2 mars dernier, au centre pénitentiaire d'Arles, le militant nationaliste Yan COLONNA a été victime d'une tentative d'assassinat de la part d'un détenu prétendument islamiste.

Depuis, il est dans un coma et la rumeur fait état d'une mort cérébrale.

Cela a entrainé sous le slogan « Contre l'Etat français assassin » une série de manifestations en Corse où les manifestants ont eu à affronter la violence des forces de l'ordre colonial français.

On rappelle que COLONNA est un berger militant nationaliste corse qui a été arrêté, après 4 ans de clandestinité, en 2003 pour sa supposée implication dans l'exécution du préfet ERIGNAC à Ajaccio en 1998. En dépit d'un dossier fragile, il a été condamné à perpétuité en 2011. COLONNA a toujours proclamé son innocence

Depuis, une des revendications des nationalistes corses, toutes tendances confondues, est que les prisonniers politiques corses dont COLONNA soient regroupés dans leur ile d'origine. Non seulement l'État a toujours refusé cette mesure humanitaire mais en outre ces prisonniers ont été dotés d'un statut de Détenus Particulièrement surveillés (DPS).

Cette situation pose d'autant la question des circonstances ayant pu amener que soit porté atteinte à la vie de COLONNA. Avec le statut de DPS, il était particulièrement surveillé et c'est avec raison que ces proches considèrent que sciemment ou au moins par dysfonctionnement le crime a été rendu possible. La justice française, égale à elle-même, a ouvert une enquête pour tentative d'assassinat sans chercher à savoir comment le présumé coupable a pu se retrouver seul avec Colonna et tenté de le tuer. Qu'il y ait eu des incitations et/ou complicités dans l'administration française reste une possibilité.

Le pouvoir colonial français a repoussé le mépris sinon l'ironie. Il a levé le statut de DPS de

COLONNA alors qu'il est à hôpital entre la vie et la mort, ce qui a choqué dans l'ile. Il a fallu en catastrophe que le gouvernement lève aussi le statut de DPS de ALESANDRI et FERRANDI, 2 autres prisonniers politiques corses. On attend toujours leur retour en Corse.
VIVE LA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CORSE

COLOMBIE : ELECTIONS

Le 13 mars ont eu lieu deux types d'élections dans le pays.

D'une part des élections législatives pour élire la Chambre des Représentants (166 postes) et le Sénat (102 représentants). D'autre part, des primaires auront lieu dans les trois grandes coalitions (gauche, centre et droite radicale) pour désigner les candidats à l'élection présidentielle qui aura lieu le 29 mai prochain.

Ces élections sont les premières qui se tiennent après l'accord de paix avec les FARC (qui ont d'office 5 élus dans chacune des chambres). Il est d'ailleurs remarquable que les questions sociales et sociétales ont pris le dessus sur les questions sécuritaires, ce qui ne fait pas l'affaire de la droite radicale.

Une autre nouveauté dans un pays qui a toujours été dirigé par la droite y compris la plus extrême, est que le favori des sondages est l'ancien maire de Bogota, la capitale, Gustavo Petro qui a créé une coalition dénommée Pacte Historique avec des organisations et des mouvements sociaux divers. On peut le qualifier de gauche avec son parti (Colombia Humana) mais sa coalition est diverse.

Notons aussi la candidature de Ingrid Betancourt, ancienne prisonnière des FARC, qui se dit écologiste.

Le centre a comme candidat possible l'ancien maire de Medellin, Sergio Farjado. La droite extrême a choisi un affairiste, Oscar Ivan Zuluaga

Tout cela se fait dans un contexte où de nombreuses manifestations populaires ont eu lieu en 2019, 2020 contre le pouvoir du président sortant Ivan DUQUE de la droite extrême, dont l'impopularité est patente. L'enjeu international de cette élection est important. La COLOMBIE est le pays, après l'Egypte, le plus financé par les Etats Unis. Son armée est importante et totalement aux mains de Washington.

CHILI : PRESTATION DE SERMENT DU PRESIDENT BORIC

Gabriel BORIC est devenu le 12 mars 2022 le plus jeune président de l'histoire du Chili et le 39ème. Il a 36 ans. Ainsi, c'est une nouvelle et importante expérience qui commence dans ce pays. BORIC est l'élu d'une coalition de la gauche (Frente Amplio et PC), entre autres. BORIC représentant une aile modérée, est soutenu par un large éventail d'organisations de la société civile et de luttes comme les féministes et les mouvements indigènes et ouvriers. Au second tour, la gauche traditionnelle (PS et PDC) a appelé à voter pour BORIC contre le candidat d'extrême droite KAST. Cette part a pris un important rôle lors de la formation du gouvernement particulièrement dans le secteur économique et des affaires étrangères.

BORIC n'a pas de majorité au parlement et il est à craindre qu'il doive composer pour appliquer son programme social. Il reste que l'élection de BORIC est le fruit d'un mouvement populaire de grande ampleur qui est né en 2019.

Dans le même temps, il est vrai que la réalisation du programme de la gauche radicale va mettre à mal les intérêts des classes possédantes dans un des pays les plus inégalitaires d'Amérique du Sud.

Il existe aussi une assemblée constituante où la gauche détient la majorité qualifiée permettant d'envisager sous peu une nouvelle constitution progressiste. Mais là encore, ce sera l'objet d'une bataille politique car un référendum suivra.

Le CHILI est donc face à d'importants défis.

BORIS a cité ALLENDE lors de sa prestation de serment.

Espérons qu'il sera digne de cet exemple héroïque et que le peuple chilien évitera un criminel coup d'État pro US comme en 1973.
EL PUEBLO UNIDO JAMAS SERA VENCIDO!

JÉ MWA PASÉ KORIJÉ

« FON » KOMIN MATINIK.

FON-DJIYÉ	MÒNWOUJ
FON-LAYÉ	CHELCHÈ
FON-MASON	LAVIÈSALÉ
FON-BRILÉ	WOBÈ
FON-ZÉPENG	SENJOZEF
FON-JANLIB	LOREN
FON-KAPO	KAWBÉ
FON-SENJAK	SENTMARI
FON-BAZIL	TRINITÉ
FON-MASKLÉ	FONSENDINI
FON-KORÉ	SENPIÈ
FON-DÒ	DIKOS
FON-LADA	FÒDFRANS
FON-KAMIY	DIAMAN
FON-BOUCHÉ	KAZPILOT
FON-JIOMON	LANMANTEN
FON-DEBAZ	MAREN
FON-MILAT	LAVIÈPILOT

POU TJOKÉ TET MOUN KI KA DI SÉ LANG MANMAN NOU KI RÈD POU APRANN.

An lang fransé li sa ki matjé pou tann sa ou ka di.
Ou ké wè sé silon, pas mo ki matjé menm manniè, ou pa ka di menm bagay -la, ek sans-la pa menm parey.

Les poules du couvent couvent
Les poissons affluent à un affluent
Les cuisiniers excellent à faire ce mets excellent
Ils résident chez un résident étranger
Ils négligent leurs devoirs, je suis moins négligent qu'eux
Nos intentions sont que nous intentions ce procès
Ils ont un caractère violent, ils violent la loi
Il convient qu'ils convient leurs amis
Nous portions les portions
Je vis ces vis
Il est à l'Est
Cet homme est fier, peut-on s'y fier ?
Avant, nous éditions de belles éditions
Je suis content qu'ils content ces histoires
Mes fils ont cassé mes fils

NOTRE CARAÏBE

BARBADE

POSITIONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

BARBADE est située dans la mer des Caraïbes à l'Est de St VINCENT. Son relief est plat le long des côtes et vallonné à l'intérieur des terres. Son point culminant est le mont Hillary qui culmine à 340 mètres.

Sa structure géologique contrairement à la plupart des îles de la Caraïbe n'est pas d'origine volcanique mais issue du calcaire corallien.

Bien plus petite que la Martinique elle a une longueur de 34 Km et une largeur maximale de 23 Km pour une superficie de 430 Km2

HISTORIQUE DU PAYS

Les Kalinagos qui occupaient autrefois l'île après les Arawaks ICHIROUGANAÏM, autrement dit : « l'île du bout » en raison de son positionnement géographique au sud de l'arc antillais.

Les envahisseurs européens se comportant en maitres lui ont donné un autre nom. L'explorateur portugais Pedro A Campos nomma l'île en 1536 OS BARBUDOS (les Barbus). Il expliqua que les longues racines aériennes de certains ficus (figuiers géants) lui faisaient penser à des barbes.

Occupé ultérieurement par les anglais OS BARBUDOS est devenu BARBADOS.

Les portugais en route vers le Brésil furent les premiers européens à envahir l'île. Les anglais arrivés en 1625 prirent possession du pays au « nom du roi ». Des terrains sont alors attribués à de riches colons anglais qui y implantèrent des plantations de coton et de tabac.

Ils renforcèrent la main d'œuvre avec d'autres anglais engagés pour une période de 5 à 7 ans. Parmi eux de nombreux criminels.

La canne à sucre fut introduite dans les années 1630 par des planteurs juifs qui fuyaient le Brésil, victimes de persécutions. Habiles en culture de la canne à sucre ils partagèrent leur expertise avec les colons. Cette transition vers la canne à sucre qui nécessitait de gros investissements et de main d'œuvre importante changea le paysage racial et social de l'île. Des captifs africains venant de Sierra Léone, de Guinée, du Ghana, de côte d'Ivoire, du Nigéria, du Cameroun furent transportés vers l'île et réduits en esclavage. Ce trafic enrichit prodigieusement les colons anglais.

En 1660 Barbade devint 1er producteur de sucre dépassant toutes les autres colonies.

De nombreuses révoltes de captifs esclavagisés émaillent l'histoire du pays. Une des plus importantes fut celle de 1819 matée dans le sang. Les têtes des insurgés furent exposées à la vue de tous sur des piquets.

En 1834 l'esclavage fut aboli mais les victimes du système esclavagiste ne retrouvèrent pas leur liberté qu'après une période de 4 ans (soit en 1838) au cours de laquelle ils durent travailler sans rémunération.

Autrement dit les esclavagistes leur firent acheter leur liberté.

Barbade fut une colonie anglaise pendant 339 ans de 1627 à 1966, date à laquelle elle est devenue indépendante. Son drapeau se compose de 3 panneaux : 2 bleus et un jaune plus un trident brisé qui symbolise la rupture en tant que colonie avec le Royaume-Uni.

POPULATION

La population de BARBADE est de l'ordre de 290 000. Sa capitale BRIDGETOWN compte 90 000 habitants. La plupart des barbadien.es (près de 90%) sont des afro descendants. Le reste est issu d'Europe (essentiellement de Grande Bretagne et d'Islande) de Chine, d'Inde, des USA et du Canada. Si la langue officielle du pays est l'anglais, dans la vie de tous les jours les barbadien.es s'expriment dans leur propre langue qui est le « Bajan »

RÉGIME POLITIQUE :
RÉPUBLIQUE PARLEMENTAIRE

Le 29 novembre 2021, la Barbade s'est officiellement proclamée République ne recon-

naissant plus la reine d'Angleterre comme chef d'État. Elle s'est donc affranchie de la couronne britannique.

Désormais le Président ou la Présidente de la République est élu.e par le Parlement pour un mandat de 4 ans, renouvelable une fois. La première Présidente fut élue le 30 Novembre 2021. C'est Mme Sandra MASON.

C'est le ou la Président.e qui après le résultat des élections législatives nomme le 1er Ministre ainsi que les membres du gouvernement sur « les conseils » du premier ministre. L'actuelle première ministre est Mme Mia MOTTLEY.

À la tête de l'État barbadien se trouvent donc deux femmes, la Présidente et la 1ere Ministre. Ce fait rare dans la Caraïbe et même dans le monde mérite d'être souligné.

On qualifie le régime politique de Barbade de République parlementaire. Le pouvoir politique est partagé entre l'exécutif (Président, Ministre, Gouvernement) et le Parlement.

Le Parlement comprend 2 chambres :

Une assemblée de 30 membres élus pour 5 ans.

Un sénat de 21 membres nommés par le Président dont 12 sur le « conseil » du 1er Ministre, 2 sur le « conseil » du chef de l'opposition et 7 à la discrétion du chef de l'état.

Au point de vue administratif le pays est divisé en 11 « paroisses ». Les électeurs se répartissent entre ces différentes « paroisses ».

Deux partis animent la vie politique : le parti travailliste et le parti travailliste démocratique.

Aux dernières élections c'est le parti travailliste qui a emporté les 30 sièges de l'assemblée.

ÉCONOMIE

L'orientation de la politique économique répond aux critères de l'économie capitaliste, dite libérale, du fait de la détention des moyens de production par des capitalistes.

L'INDUSTRIE DU TOURISME

Domine l'activité économique et représente 13% du PIB. Elle rapporte 50% des devises étrangères et bénéficie de marchés pourvoyeurs (Grande Bretagne, USA). Elle vise principalement une clientèle aisée.

LA PÊCHE

Joue un rôle important dans l'économie barbadienne avec un nombre de bateaux conséquent qui alimentent trois grands marchés de vente, plusieurs équipements de conservation contribuent au développement de ce secteur.

L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

Le gouvernement s'implique dans ces secteurs avec 3 institutions : le ministère de l'Agriculture, le « Rural développement », le « Barbados agricultural développement Marketing corporation ».

La Canne à sucre occupe une place importante avec 7000 hectares plantés en canne pour la production de sucre et une petite industrie de rhum.

Les Fruits et Légumes vivriers sont cultivés sur 500 hectares de terre.

Le Coton est considéré comme une production majeure. La haute qualité du coton de la Barbade en fait un produit recherché. Ce coton connu sous le nom de « gossypium barbadense » (*graine noire)* n'est plus cultivé qu'en Jamaïque, à Antigua et à Barbade.

Les Fleurs participent également à l'activité agricole avec une exportation de 22 000 Kg de fleurs par an.

L'élevage En matière d'élevage, la production de poulets et d'œufs qui satisfait les besoins de la population.

L'EAU **.** Du fait de sa planimétrie l'approvisionnement en eau est difficile. L'eau provient de structures de conservation souterraine. Elle est pompée à 56% et conservée dans des réservoirs. Le reste est fourni par le dessalement de l'eau de mer.

La Finance et la Monnaie. La finance représente 21,3% de l'activité grâce en partie au centre bancaire offshore qui accueille des banques extraterritoriales. Plusieurs succursales de banque étrangères y sont implantées profitant du fait qu'aucun moyen de contrôle des changes ne leur est imposé. La confidentialité est le maitre mot des Banques à Barbade. Les facilités font d'elle un « paradis fiscal » prisé par les capitaux européens et canadiens mais mis à l'index par le Fond monétaire inter-

BARBADE

national. Barbade possède sa propre monnaie : le Dollar barbadien. La Banque Centrale de Barbade émet ses billets et ses pièces.

L'ENERGIE. Les installations de production d'électricité dépassent les besoins propres du pays.

Barbade dispose en mer de réserves de pétrole brut reconnu et exploitable sur un bloc de 2479 Km2 situé au large de la côte Nord. Elle s'est engagée pour le développement d'un secteur pétrolier offshore.

ENSEIGNEMENT

Les écoles élémentaires existent depuis 1873. Le secondaire est gratuit depuis 1963.

L'enseignement supérieur est assuré par l'université de West Indies composée de trois pôles répartis sur la Barbade, la Jamaïque, Trinidad and Tobago.

La faculté de droit se trouve à Barbade.

Les enseignants sont formés à Barbade, de même que les ingénieurs du bâtiment, du commerce et de l'agriculture.

Diverses formations sont également assurées : langues, sciences humaines, soignants, science, technologie, activités artistiques.

SANTÉ

La population bénéficie d'un système de santé considéré comme un système de santé de pointe avec plusieurs polycliniques et un hôpital. Le système de santé est basé sur la prévention et le curatif.

NIVEAU DE DEVELOPPEMENT

Selon le rapport de l'ONU pour le développement humain la Barbade se classe au 37ème rang mondial de l'indice de développement humain qui prend en compte la qualité de vie des habitants (pouvoir d'achat, mobilité, accès à la culture etc…) C'est dire qu'au concert des nations la Barbade ne fait pas pâle figure.

PARTICIPATION AUX INSTANCES INTERNATIONALES

Barbade fait partie des Etats membres de ONU. Ses délégations interviennent aux assemblées générales et participent activement aux débats. Les récentes interventions de la 1ère Ministre Mia UTTLEY sur le climat ont été particulièrement remarquées ainsi que celles à la COP 26 en ECOSSE.

Barbade entretient des relations bilatérales avec plusieurs pays ainsi qu'avec l'Union Européenne. Elle est représentée dans différents pays dont la Belgique, le Canada, la Chine, les États Unis, Cuba…

Elle est membre de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce), du CARICOM (communauté de la Caraïbe), de l'UMCO (Union monétaire de la Caraïbe Orientale).

Mémoire de l'esclavage

Barbade a un rôle actif au niveau de la commission panafricaine pour les réparations des crimes de l'esclavage. Elle élabore un projet pour la mémoire de l'esclavage. Son gouvernement a déboulonné en 2020 la statue de Lord NELSON, un esclavagiste, qui avait été érigée en 1813.

PARTICULARITÉS À BARBADE

•Barbade honore ses personnalités et ses héros. Lorsqu'un.e Barbadien.ne accomplit une ouvre considérée comme gigantesque il ou elle est élevée au rang de héros national. Barbade possède une dizaine de héros et les célèbre le 28 Avril.

•De nombreux sites sont à visiter à Barbade :

Bridgetown la capitale, principal centre commercial du pays.

Des musées, des places ayant abrité des commandements des armées anglaises, une fameuse grotte souterraine abritant de grandes chambres de stalactites et de stalagmites, des lacs et des chutes d'eau.

Le festival CROP OVER qui marque la fin de la récolte de canne est un grand moment festif, un véritable carnaval qui se distingue des autres carnavals de la Caraïbe avec ses milliers de participants.

PAWOL POU RI

BIEN PRÉLÈ, MÉ BIEN KOUYON TOU !

Pa koté lisid Matinik ni dé (2) jenn boug bien prélè ki adan an staj, adan an sosiété ka travay asou bato.

Yo ba yo pou travay miziré wotè ma an ti bato.

Yo pran léchel épi met pou miziré mé chak lè yo méte léchel-la, yo ka tonbé ouben lè yo za anlè, met-la ka chapé an lanmen yo.

Mé dépi an moman an enjéniez ka suiv tou sa ka fet, i alé épi bon ganm, i tiré ma-a, i méte'y aplat atè-a épi miziré'y, toujou épi an boul ganm i ba sé boug-la londjè ma-a é i foukan.

Apenn madanm-lan pati sé boug-la méte yan ri atè é yonn panmi yo di :

- Sa bien an enjéniez ! mé nou ka chèché miziré wotè ma-a é kouyon-an kouché ma-a pou ba nou londjè-a.

FANM PA KA FÈ LAFET

Adan an gran konsit ki fet, an pastè ka vréyé an pawol ba moun ka kouté'y :

- Tout sé nonm-lan ka rikonnet ki sé madanm yo ka koumandé, déplasé kò zot pou alé asiz pa koté goch-la .

Tout sé boug-la ka déplasé é ka alé koté goch-la, sof yonn.

Pastè-a kontan kon an bosi lè i wè ni an sel nonm ki fò, i mandé'y :

- Kouman ou fè pou sé pa madanm ou ka koumandé ?

Boug-la tou jennen i di tou dousman :

- Ou pa wè i asiz bò mwen é sé li ki di mwen : Réte la, pa brennen pas….

POU SOUKWÉ SÈVEL NOU.

SA MWEN YÉ ?

Mwen ka déplasé
Mwen pa ni zel, mé mwen pé volé
Mwen pa ni lanmen, mé mwen pé pousé anlo bagay
Yo pé tann mwen, mé yo pa ka wè mwen.

TOUVÉ SEZ MO ASOU KANNAVAL MATINIK

VAVAL, DJAB, DJABLES, NEGGWOSIWO, MARIYÀNLAPOFIG, BRADJAK, VIDÉ, MAS, MÈDSENLOPITAL, MALPWOP, DJABWOUJ, PAPADJAB, KAROLINZIÉLOLI, MASLANMÒ, BWABWA , MAKOUMÈ .

L	M	A	L	V	I	C	U	A	O	V	A	V	A	D
A	P	B	W	A	B	W	A	O	D	B	L	D	B	U
T	O	N	E	V	F	I	G	M	I	R	A	J	O	I
I	P	A	P	A	D	J	A	B	I	A	B	A	F	A
P	D	J	O	L	E	N	P	O	E	D	E	B	Y	B
O	M	A	K	O	U	M	E	I	D	J	J	W	D	O
L	A	D	J	A	S	A	L	O	U	A	I	O	L	E
N	E	G	G	W	O	S	I	W	O	K	O	U	M	S
E	A	P	I	L	M	E	R	D	E	E	S	J	P	E
S	K	A	W	O	L	I	N	Z	I	E	L	O	L	I
D	L	A	D	J	A	B	L	E	S	O	C	U	W	G
E	R	M	A	L	P	W	O	P	P	U	J	J	A	R
M	A	S	L	A	N	M	O	M	A	L	V	I	D	E
N	E	G	M	A	S	P	I	K	A	P	I	O	A	O
M	A	R	I	Y	À	N	L	A	P	O	F	I	G	B

PALESTINE

Avec les poèmes de palestinien(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israelienne qui emprisonne, torture, assassine.

Ces vers sont des armes de combat, quand ils se mêlent à la lutte, c'est pour atténuer la douleur, pour panser les blessures. Ces poèmes ne sont pas des pleurs, ce sont des chants du refus de la violence coloniale, des chansons d'espérance pour la victoire.

Ô GAZA

Ô Gaza,
La lune éclaire tes ruelles,
La mer prie à tes plages,
Et comme moi, tu n'as pas les mots,
Prisonnière du vide de ton image,
Comme un papier tombé dans l'eau,
Comme un stylo forcé à l'exil,
Comme une ville déchue du monde,
Comme une reine qui aurait abdiqué,
Pourquoi ce silence dans l'air ?
Pourquoi cette mort debout ?
Que devrais-je choisir ?
Rester pour mourir ou partir pour disparaitre ?
J'ai perdu les mots,
On m'a éteint comme une forêt,
On m'a prêté un autre visage,
Comme un manteau noir voyageant dans l'hiver,
Je suis le rescapé de la nuit,
Quand le jour descend de la scène,
Alors, je veux une autre vie entre le non et le oui,
Je veux embarquer comme une île,
Voyager dans les océans,
Suivre le soleil au-delà des continents,
Parler aux montagnes comme un prophète,
Et cueillir les nuages pour sentir le paradis,
Je veux changer de destin et de carte d'identité,
Alors, fais-moi un autre monde,
Un monde de toutes les langues,
Sans la langue de la guerre.

Amir HASSAN

Matinik antan lontan

FANM MATINIK YO BEL...

Matinik antan lontan

Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de avril 2017

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 56 — *AVRIL 2017*

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE GUYANAIS !

MOI PRÉSIDENT OU L'ALIENATION RIDICULE DU COLONIALISME

CUBA La réforme agraire

Solidarité avec les prisonniers palestiniens

22 AVRIL & 06 MAI 2017

RIFIZÉ VOTÉ SÈL LARÈL RÉZISTANS !

A consulter sur le Site du PKLS : http://www.pkls.org

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : mars 2022
P.K.L.S. MARTINIQUE